

TRY  
**BLACK HORSE**  
ALE  
100 Years of Brewing  
Experience behind it

**Le Monde  
Ouvrier**



**The Labor  
World**

DRINK  
**DOW'S ALE**  
Standard of Strength  
and Quality

Rédaction: 11, rue Saint-Paul Ouest

"INSTRUIRE ET AMELIORER"

Téléphone: LANCASTER 5361

## Le nouveau Président du Conseil

Le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal vient de se choisir un nouveau président dans la personne de G.-R. Brunet, ancien échevin du quartier Saint-Eusèbe, vice-président général de l'Union internationale des Pressiers d'Amérique. Il succède à feu John T. Foster, obtenant une majorité des voix sur J.-E. Gariépy, aussi mis en nomination, et premier vice-président du Conseil des Métiers et du Travail et président de l'Union Typographique Jacques-Cartier No 145, qui remplissait la charge de président par intérim depuis la maladie du président Foster.

Le camarade Georges Brunet a été une figure marquante dans le Travail Organisé depuis une trentaine d'années, il commença sa carrière en devenant membre de son union locale des pressiers où il remplit successivement toutes



les charges, il fut envoyé par celle-ci à nombre de conventions de son organisation et du Congrès des Métiers et du Travail du Canada; il fut élu président du Conseil des Métiers et du Travail de Montréal il y a plus d'un quart de siècle et fut remplacé à cette charge, il y a vingt-quatre ans, par feu John T. Foster, à qui il succède aujourd'hui.

Georges Brunet est reconnu comme un modéré, imbu des vrais principes du Travail Organisé tels que préconisés par la Fédération Américaine du Travail et le Congrès des Métiers et du Travail du Canada; il représenta celui-ci à une des conventions annuelles du British Trades Congress (Congrès des unions ouvrières britanniques) ainsi qu'à la Fédération Syndicale Internationale. Il possède couramment les deux langues et s'exprime avec une grande facilité dans l'une comme dans l'autre; il est libéral en politique et a pris part à plusieurs luttes électorales, mais a toujours travaillé de tout coeur en faveur des candidatures ouvrières.

Nous lui souhaitons tout le succès possible dans les nouvelles fonctions qu'il vient d'assumer et nous restons persuadés que sous son impulsion et avec son jugement sain et pondéré et la collaboration de ses autres officiers le Conseil des Métiers et du Travail de Montréal continuera à marcher de succès en succès et remplira dignement le rôle qui lui appartient et lui est dévolu dans la société.

## La Session Provinciale est close

Avec tout l'apparat ordinaire, la session provinciale a été clôturée par le lieutenant-gouverneur vendredi. Cette session a fait de la bonne besogne, au point de vue législatif ouvrier, elle a amendé considérablement la loi de l'inspection des établissements industriels et commerciaux, dorénavant les heures de travail dans ces derniers seront réglementées et plus de pouvoirs ont été donnés aux inspecteurs. La loi du salaire minimum a été grandement améliorée par une réglementation plus sévère, les infractions seront plus rigoureusement punies, ainsi pour la première offense, l'amende minimum sera de \$50.00, allant jusqu'à un maximum de \$200; pour la deuxième offense elle sera minimum de \$100 et maximum de \$300; pour la troisième offense au cours de la même année il n'y aura plus d'option d'amende mais un emprisonnement d'un mois; de plus, la Commission pourra prendre autant de causes qu'il y aura d'infractions, par exemple, si un patron paie à dix de ses ouvrières un salaire moindre que le minimum fixé, dix causes pourront être prises contre lui, et ainsi de suite; un autre point important, c'est que lorsqu'un garçon ou un homme fait un travail reconnu par la Commission comme étant du ressort du travail de la femme, ils devront être payés au moins le salaire minimum déterminé pour les femmes. Il est également interdit à un patron de vendre des actions de sa compagnie à une de ses ouvrières si celle-ci ne retire pas un salaire d'au moins \$20 par semaine; d'autres amendements de moindre importance y ont également été apportés.

Le clou, en fait de nouvelle législation ouvrière, unique en son genre sur le continent américain, est certainement la loi qui décrète l'extension juridique des contrats collectifs de travail. On espère que cette mesure facilitera non seulement les relations cordiales entre le Capital et le Travail mais qu'elle mettra fin — dans une grande mesure — à la compétition effrénée dont souffre l'industrie. Nous publierons cette loi *in extenso* dès que nous en aurons obtenu une copie définitive, probablement dans notre numéro de la semaine prochaine.

Nous apprenons, au moment d'aller sous presse, que l'Assemblée législative a rejeté toutes les clauses du bill de Montréal présentées par l'ancienne administration, à l'exclusion des clauses dites financières, afin de ne pas embarrasser la nouvelle administration et ne pas lui faire assumer les obligations assumées par ses prédécesseurs; il reste entendu qu'une session spéciale sera convoquée pour donner suite au programme que préparera la nouvelle administration si celui-ci nécessite des amendements à la charte de Montréal.

## La mort de Charles Dickie

La Division No 4 des employés de chemins de fer perd son secrétaire-trésorier et la classe ouvrière un de ses plus valeureux officiers.

Le Travail Organisé est durement éprouvé depuis quelque temps: après la mort de John T. Foster, survenue il y a une quinzaine de jours, il perd un autre de ses membres distingués dans la personne de Charles Dickie, le secrétaire-trésorier de la Division No 4 des employés de chemins de fer, qui vient de mourir après quelques jours de maladie.

Charles Dickie était non seulement aimé et respecté par tous ceux qui venaient en contact avec lui dans ses capacités officielles mais par tous ceux également qui l'approchaient dans une sphère ou l'autre de l'activité humaine. D'un abord plutôt réservé, il ne prenait généralement qu'une part discrète dans la discussion au cours des nombreuses conférences auxquelles ses collègues le déléguaient mais dans les réunions de comité il faisait montre d'un jugement et d'une connaissance approfondie des grands problèmes sociaux. Il était abondamment gratifié de toutes les qualités de la race écossaise, il avait la parole franche, d'une ténacité à toute épreuve, plein de ressources pour faire triompher son idée mais d'une loyauté dont il ne se départissait jamais, il évitait la publicité et se contentait de la satisfaction du devoir accompli et de l'estime de ceux qu'il représentait.

Les temps difficiles que nous traversons avaient rendu sa charge de secrétaire-trésorier de la Division No 4 des plus ardues, il souffrait de savoir tant de ses camarades de travail perdre leur occupation ou ne travailler que quelques jours par mois, il s'efforçait malgré tout à remonter leur moral, à leur faire espérer des jours meilleurs, un avenir moins sombre, il se dépensait sans compter, mais ce labeur incessant, cette sollicitude de tous les instants pour le bien des usiniers de chemins de fer et pour la classe ouvrière en général, le minaient sourdement; à ses amis intimes — et il nous comptait parmi ceux-là — il avouait depuis quelque temps qu'il était fatigué, déprimé; aux conseils qu'on lui donnait de prendre un repos, il répondait invariablement: "Je le voudrais bien, mais ce n'est pas possible, la Division a besoin de moi". Lorsqu'il se décida à prendre quelques jours de vacances il était trop tard, l'épuisement était trop fort; trois jours après, il était disparu pour toujours, mort au service de la cause ouvrière.

Sur la tombe à peine comblée de Charles Dickie le *Monde Ouvrier* dépose l'hommage ému de sa profonde reconnaissance et de sa plus ardente admiration; il nous a quittés mais sa mémoire reste vivace parmi tous ceux qui l'ont connu et pour lesquels il s'est sacrifié sans compter.

A sa famille éplorée nous offrons nos sympathies les plus vives, ainsi qu'à la Division No 4.

LE MONDE OUVRIER.

## Ontario: la C. C. F. réorganisée

Par GRACE MacINNIS.

Pour les deux vieux partis politiques, l'événement le plus important de la semaine passée fut sans doute l'élection partielle de South Oxford. Les libéraux y voient un présage de victoire aux élections fédérales. Les conservateurs affectent de n'y rien voir excepté un candidat du parti libéral qui a gagné un comté libéral. La C. C. F. n'a pas porté une grande attention à South Oxford. Il y eut à Toronto une conférence qui lui a demandé toute son attention. C'est cette conférence qui a complètement réorganisé la C. C. F. dans la province d'Ontario.

Certains journaux ont prétendu que la C. C. F. était morte dans l'Ontario, et que les deux vieux partis n'auraient rien à craindre, aux prochaines élections, de ce nouveau parti. Il est vrai que l'organisation de la C. C. F. dans cette province n'était pas satisfaisante. D'un côté, les communistes y avaient pénétré et ils cherchaient toujours à l'adapter pour avancer leurs méthodes de force et de violence. De l'autre côté étaient ceux qui ne voulaient pas d'un nouveau régime de la société et qui se contentaient de réclamer quelques mesures réformatrices comme font toujours les membres des vieux partis. De leur côté, ces personnes essayaient sans cesse de se servir de la C. C. F. afin de perpétuer le système actuel de la société. Il n'est pas surprenant que la C. C. F. devenait depuis quelque temps un champ de bataille pour ces deux groupes, et menaçait même de nuire à l'organisation dans les autres provinces.

Nous espérons que la conférence a changé tout cela. A Toronto, le 14 avril, la C. C. F. a réuni presque 200 délégués, dont la plupart venaient des villes d'Ontario. Cependant, il y en avait un bon nombre de la campagne, ce qui montre que la C. C. F. n'est pas morte parmi les cultivateurs, quoique leur organisation ne fait plus partie de la Fédération. Quelques-uns de ces représentants venaient d'assez loin pour assister à la conférence. Pendant les sessions de la convention il y avait le plus grand enthousiasme.

Pour devenir membre de la C. C. F., dans la province d'Ontario, il faut souscrire au programme *tout entier* et à la constitution de cette organisation. Si on croit que ce programme ne va pas assez loin et si on ne veut pas se borner à l'action constitutionnelle et légale, on ne peut plus rester dans la C. C. F. Si on croit, au contraire, que notre système d'économie tel qu'il existe aujourd'hui peut continuer à fonctionner avec quelques petites modifications, on peut trouver place ou dans le parti libéral ou dans le parti conservateur.

Libérée de ceux qui l'ont empêché de fonctionner, la C. C. F. dans la province d'Ontario est prête à accomplir sa tâche — de construire la société de l'avenir.

# Ce qui se passe dans nos unions

## LE SUCCESEUR DE M. CHARLES DICKIE

On ne donnera pas de successeur à M. Charles Dickie avant le congrès des employés des ateliers de chemins de fer. M. Dickie, décédé récemment, était trésorier de la division No 4 des employés de chemins de fer de la Fédération Américaine du Travail.

Une rumeur a circulé dernièrement voulant qu'un trésorier temporaire soit nommé. Une réunion a eu lieu, cette semaine, aux bureaux de la Fraternité des usiniers de chemins de fer, dans l'édifice Coronation, coin des rues Bishop et Sainte-Catherine. La décision que nous annonçons au début a été prise.

L'office de trésorier sera rempli temporairement par le bureau du vice-président de la Fraternité, M. Frank McKenna, et par le président de la section des employés du chemin de fer National, M. Tallon.

## LA SECURITE INDUSTRIELLE

L'honorable L.-A. Taschereau, premier ministre de la province de Québec, inaugurerà la Sixième Conférence Annuelle de Sécurité Industrielle qui aura lieu à l'Hôtel Mont-Royal, les 15 et 16 mai, sous les auspices de l'Association de Québec pour la Prévention des Accidents du Travail.

Le premier ministre a accepté l'invitation qu'on lui a faite de venir souhaiter la bienvenue aux nombreux délégués qui se réuniront en cette circonstance.

L'honorable C.-J. Arcand sera aussi présent et offrira les bons vœux du ministère du Travail, tandis que Son Honneur le Maire Camillien Houde félicitera les délégués au nom de la ville. M. A.-O. Sharpe, membre de la Commission des Accidents du Travail, M. A.-B. Cenedella, de Boston, et M. R.-B. Morley, de Toronto, adresseront la parole à l'assemblée inaugurale du 15 mai.

C'est durant la première session de la conférence que se tiendra l'assemblée annuelle de l'Association pour la Prévention des Accidents sous la présidence de M. Allan M. Mitchell. Après le compte rendu des activités de l'année par M. A. Gaboury, gérant général de l'Association, aura lieu l'élection annuelle des officiers du Conseil d'Administration choisis par les membres du Comité de nomination, qui sera suivie par la présentation aux compagnies gagnantes, des trophées offerts par l'Association, pour le minimum de fréquence des accidents.

Le grand lunch du congrès se tiendra à midi et trente, alors que M. A.-O. Sharpe, de la Commission des Accidents du Travail sera le conférencier d'honneur. Son sujet sera "La Leçon du Passé" durant laquelle il passera en revue les accidents de l'année 1933 et soulignera la leçon qui en découle pour les employeurs. A 2 heures, les délégués se retireront pour assister à la session propre au groupement particulier dont ils font partie, à savoir: section de la construction et industries annexes, section métallurgique, section des produits chimiques, section des produits alimentaires, section du cuir et des industries textiles et annexes.

Au cours de la soirée auront lieu les deux grands ralliements ouvriers, un pour les travailleurs français et l'autre pour ceux de langue anglaise. En même temps sera tenue la session de l'industrie automobile sous les auspices conjoints de l'Association et du Montreal Automobile Trades Association.

Le matin du deuxième jour de la conférence sera consacré spécialement à une exposition et démonstration pratique de "Premiers Secours". A midi et 30, aura lieu le déjeuner de la table ronde durant lequel M. R.-B. Morley, gérant général des Associations d'Ontario pour la Prévention des Accidents, adressera la parole.

A 2 heures de l'après-midi, il y aura discussion générale pour toutes les classes d'industries où une multitude de sujets seront étudiés. Pour initier nos futurs employeurs au domaine de la sécurité, l'Association a invité tous les étudiants de nos écoles techniques à prendre part à la Conférence. Une démonstration spéciale sera tenue à cet effet durant laquelle les représentants des écoles techniques de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Hull et Shawinigan Falls liront leur composition sur différents aspects de la Prévention des Accidents. Des prix en argent seront décernés aux auteurs des meilleurs travaux.

Le dîner annuel de la conférence aura lieu à 6 h. 30, mercredi soir, le 16 mai.

## CHEZ LES CORDONNIERS

Le local 249 de l'Union internationale des Travailleurs en chaussures a tenu une très importante assemblée, vendredi, le 13 courant. De très intéressants rapport furent donnés par le comité exécutif sur la situation présente et les moyens qui devraient être pris au plus tôt pour relever l'industrie et améliorer les salaires qui sont vraiment ridicules dans la métropole. Le confrère C. McKercher, agent d'affaires et membre de l'exécutif général, qui revient d'une assemblée de l'exécutif à Boston, a fait un magnifique rapport; il fit remarquer que la situation dans l'industrie de la chaussure aux Etats-Unis et les salaires qui y sont payés sont peu comparables avec ceux de chez nous. Le local croit que les travailleurs en chaussures devraient tous joindre l'union pour améliorer leurs conditions de salaire et de travail. Le confrère McKercher nous informe que l'union fait des progrès extraordinaires dans toutes les parties des tats-Unis.

Le local 249 a passé un vote de condoléances et de sympathies à l'égard de notre estimé confrère J.-T. Foster, président du Conseil des Métiers et du Travail. L'assemblée fut ajournée en signe de deuil.

## NOUVEAU BUREAU DE PLACEMENT GRATUIT

Le ministère du Travail de la province de Québec désire annoncer au public l'ouverture du nouveau bureau féminin pour la partie ouest de Montréal, dans l'édifice Castle, chambres 402-3-4, téléphone: PL. 8315-6-7. Il est l'un des plus spacieux du continent.

On peut juger des activités de ce bureau: au cours des derniers six mois seulement, 4,553 solliciteuses se sont présentées pour inscription, et sur ce nombre 2,157 furent placées.

Les places vacantes signalées par les employeurs se chiffrent pour la même période à 3,498.

Dans un autre bureau féminin de la partie est, situé à 1560, rue Beaudry, téléphone: CHerrier 3148-3149-3140, il a été effectué durant cette période 2,314 placements sur un total de 2,932 situations signalées. Le nombre de solliciteuses inscrites étant de 4,010.

Le bureau féminin, situé à 6552, boulevard Saint-Laurent, téléphone: DOLLard 1918, et CRescent 6645, a fait le rapport suivant: Vacances signalées: 2,095; personnes placées: 1,177; le nombre de solliciteuses à s'inscrire a été de 2,077.

Le ministère du Travail invite le public

## DES INDUSTRIELS

Benny Lackstone, propriétaire de l'Imperial Pants Company, Limited, 1244, boulevard Saint-Laurent, et la National Waist Company, 4530, rue Clarke, étaient traduits cette semaine devant le juge Amédée Monet pour répondre à l'accusation d'avoir négligé de fournir à la Commission du salaire minimum des rapports complets sur le nombre d'heures de travail de leurs employées. Elles ont toutes deux enregistré un plaidoyer de culpabilité. Leur procureur tenta d'apitoyer le tribunal sur le triste sort des manufacturiers en lui représentant qu'ils étaient affectés plus que quiconque par le mauvais état des affaires. Mais Me Lucien Rodier, procureur du ministère du Travail, déclara que, depuis plus d'un an, l'on avertit les inculpés de se mettre en règle avec la loi, et cela sans résultat. Il demande donc que le maximum de l'amende soit imposé. Le juge Monet se rendit à son désir en disant: "Ils font plus d'argent en payant les amendes que nous leur imposons, et en ne payant pas un salaire raisonnable à leurs ouvrières, qu'en se conformant à la loi."

Les deux compagnies furent donc condamnées à \$50 d'amende et aux frais. Si elles refusent de payer ces sommes, leurs propriétaires devront passer un mois dans les cellules.

## TROP NEGLIGENTS

## Demandez l'étiquette de l'Union sur toutes vos marchandises

### Always demand the Union Label -- It pays

Reproduction des marques syndicales, cartes d'ateliers, boutons Union Labels, Shop Cards, Working Buttons and Emblems used et insignes de travail qui désignent l'affiliation aux unions to designate membership in the affiliated National and Internationales affiliées à la Fédération Américaine du Travail. national Unions with the American Federation of Labor.

The image displays a wide variety of union labels and emblems, each with its own unique design and text. Some labels include the words "UNION LABEL" or "UNION MADE". The emblems feature various symbols, such as tools, scales, and industrial machinery. The labels are arranged in a grid-like fashion, showcasing the diversity of unions and their branding.

# Réponse a M. Pâtemolle

Le récit de la triste situation "où vous êtes dedans", comme dirait une amie anglaise qui commence à moudre du français entre ses longues dents, m'a fort ému. D'abord, on n'a pas seize enfants. Vous ne les avez pas faits avec mauvaise intention, pas même avec intention. On ne peut vous incriminer pour les accidents, un peu nombreux peut-être, mais qui ne sauraient vous faire perdre la grâce sanctifiante, ou l'augmenteraient à l'occasion si vous savez en tirer un bon parti: faire des saints ou de bons citoyens plutôt que des anges de ceux qui ont pris place à votre foyer sans demander permission. Vous n'en avez réchappé que trois sur ces seize amours qui vous ont criblé de bénédictions, mais dont le bref passage sur la terre a assombri votre ciel comme les petits nuages blancs ourlés d'argent qui font un jour gris presque aussi triste qu'un ciel noir. Cette théorie de petits charriots couleur d'ivoire jauni défile dans votre esprit et ces crêpes si légers qu'ils fussent ont jeté un voile de mélancolie sur votre âme. Mieux vaut n'avoir que quelques rejetons, mais qu'ils soient sains et vigoureux parce qu'ils ont été bien traités, que seize mal venus, chétifs, malingres, souffreteux qui ont poussé au hasard comme ils ont pu. Un enfant prend vos jours et vos nuits, "tout votre petit change" en plus. Divisez vos heures, vos soins, votre avoir par le chiffre fatidique "seize" et vous verrez ce qui restera à chacun de ces pauvrets qui auraient pu vous rester, si le destin n'avait pas eu pitié de vous et d'eux en prévision de la crise que nous traversons. Vous avez un fils chômeur à votre charge avec sa femme qui vous grugent tous les deux jusqu'aux os, songez que vous auriez pu en avoir dix! C'est affreux! Ce sont des fiches de consolation qui devront adoucir votre sort. Supprimez tous les ennuis, les chagrins, les désillusions, les anxiétés, l'ingratitude que vous subiriez, si cette somme présente d'amertumes était multipliée par seize. Un chat à seize queues, quand il s'abat sur votre peau y creuse seize blessures. Mais enfin, vous, vous n'avez pas vos seize enfants, mais vous semblez avoir votre compte tout de même de souffrances morales et autres.

Votre fils vous est revenu avec son "alter ego", ce n'est pas dans l'ordre naturel des choses. Les oiseaux qui s'attardent au nid ont toujours l'aile faible et hésitante. Mais une fois partis, ils n'y reviennent plus. Dès qu'ils se sont emparés de l'espace, ils filent toujours plus haut, sans un regard en arrière pour ce qu'ils laissent. Les papas et les mamans ne s'arrachent pas les plumes pour tout cela. Ils regardent plonger dans l'azur ceux qui y a quelques jours s'abritaient frissonnants sous leur aile et leur oeil rond n'est embué d'aucune larme. Plus raisonnables que nous, ils ne s'emploient pas à retenir par la patte ceux dont la nature est de survoler la terre. Un enfant qui revient à la maison fait souvent l'effet d'un corps étranger qui s'insinue dans la chair, vous cause du malaise ou une douleur sourde dont vous ne voulez pas vous avouer la cause. L'erreur des parents est de tabler sur la reconnaissance des fistons et "fistonnes", à laquelle ils n'ont aucun titre. Leur avoir donné la vie n'est pas un présent si appréciable en ce qu'elle comporte de misères, de tracasseries, de déchirements, de désespérance, pour finir par la vieillesse et la mort, sinistre dénouement d'une pièce tragico-comique dont on appréhende la venue, dont on sait le dernier mot dès que l'âge de raison nous révèle notre malheureux sort! Ces soins que vous leur avez prodigués, ils s'imposaient. Dès que l'on a tiré du néant des êtres qui ne demandaient pas à vivre, on leur doit le gîte, la nourriture et les habits, sans s'attendre à ne rien recevoir. Si vous leur avez donné en plus de la tendresse et des gâteries, si vous avez été leur ami, vous avez droit à l'équivalent, c'est entendu, et bien vilain celui qui se dérobe à ses obligations. Mais ce rôle de providence tangible ne saurait s'éterniser qu'à bon escient. Vous vous devez à vos petits quand ils ne sont pas encore en forme pour la bataille avec l'existence, qu'ils réclament à tout instant votre sollicitude, qu'ils sont "helpless", selon l'expression caractéristique anglaise, que vous êtes contraints de penser et d'agir pour eux. Mais quand les enfants se sont mués en hommes, en femmes, qu'ils peuvent vous "manger un pain sur la tête", laissez-les faire leur destin eux-mêmes. Effacez-vous discrètement, annihilez-vous s'il est possible, sortez de leur vie avant qu'ils vous en sortent brutalement. Un jeune cheval tout bouillant d'ardeur, frissonnant du collier, léger du jarret, ne peut sans danger pour celle-ci s'atteler à une "pigouille". D'ailleurs, sur le déclin des

jours, on a besoin de calme et de recueillement, de méditation. Avant de s'anéantir dans le grand tout, il est sage de se libérer des liens de la chair. Reprenez, cher Monsieur Pâtemolle, votre liberté toute entière. Ne souffrez pas, parce que c'est votre enfant, qu'il abime votre existence, qu'il vous attache à la claie du martyre. Comme disait une sainte, tâchez d'acquiescer la bienheureuse indifférence, la serène impassibilité qui fasse de votre coeur un viscère aux battements automatiques, régulateur du sang et de la santé — pas autre chose. Secourez votre enfant dans le besoin, parce qu'il est votre prochain — un peu plus proche ou un peu plus éloigné qu'un autre. Le pélican ne s'ouvre une veine que pour nourrir ses oisillons. Plus tard, il garde son sang pour son économie physique. Mais ne souffrez pas que "la chair de votre chair" devienne tyrannique, tire sur vous, sans remettre l'argent qu'il vous subtilise. S'il ne se conduit pas poliment, sensément, chez vous, placez-le dans un autre milieu. C'est assez de lui donner du pain, sans sacrifier votre tranquillité. N'abdiquez pour aucune considération votre titre de chef de la famille, dans un "home" que vous avez édifié avec vos économies. Rendez l'affection à qui vous en donne, parent ou étranger. Ne vous laissez manger la laine sur le dos par personne. Les tondeuses seraient les premières à vous envoyer un coup de pied, l'opération finie. Trop longtemps les parents ont été exploités au nom de l'amour filial ou paternel, de la voix du sang. Leur bonté a été le prétexte à de mauvais traitements. L'honneur du nom!... voilà le thème de bien des romans et de drames domestiques. Le jour où nous aurons compris que les pères et mères ne sont pas plus solidaires des crimes de leur fils que leur voisin d'en face, les parents ne se saigneront plus à blanc pour sauver leur progéniture des conséquences de ses actes pervers. Il y a des enfants martyrs mais qui sait les tortures qu'ont endurées leurs auteurs et sur lesquelles personne ne s'apitoie? Elles sont passées dans les moeurs. Elles sont dans l'ordre de notre société stupide trop loin, hélas! de l'animalité!

JULIEN SAINT-MICHEL.

## LA CAMPAGNE CONTRE LE TRAVAIL DU SOIR

La campagne, entreprise par le ministère du Travail pour obtenir pour la main-d'oeuvre féminine des conditions saines de travail, et une rémunération juste des efforts qu'elle déploie pour gagner sa vie, se poursuit activement. Cette semaine encore, la Deckelbaum Incorporated Co. était traduite devant le juge Amédée Monet pour répondre à l'accusation d'avoir forcé ses ouvrières à peiner à l'atelier jusqu'à une heure avancée de la soirée. Mre Azellus Denis, représentant le ministère, fit remarquer que les jeunes filles, obligées d'offrir leurs services à des patrons qui les considèrent comme des esclaves, en ont assez d'une journée de 10 heures. Point n'est besoin de les tenir à un ouvrage épuisant durant la soirée. C'est là un abus regrettable qu'il faut faire cesser le plus rapidement possible. L'inculpée ayant enregistré un plaidoyer de culpabilité. Le tribunal devant ces considérations condamna donc la compagnie en cause à payer une amende de \$50 et les frais.

## SALAIRES AUGMENTES

Sarnia, Ont. 18. — Les directeurs de la Holmes Foundry Company, selon une dépêche de la Presse Canadienne, ont communiqué que leurs employés auront une hausse de salaire de 10 pour cent; c'est la deuxième qui leur est donnée depuis ce printemps. L'amélioration des affaires en général a activé la demande des produits de la compagnie et permis ces relèvements.

Saint-Jean, Terre-Neuve, 18. — L'International Power and Paper Company a annoncé ce matin que les salaires de ses employés de Cornbrook seront relevés de 6 pour cent. La décision vient après des relèvements semblables décrétés pour les employés canadiens et américains de la compagnie.

— Jean-Baptiste, il me semble que vous ne faites plus votre service avec autant de soin qu'autrefois. Vous êtes moins propre, moins zélé!  
— Je vais vous dire, madame, c'est que j'ai pensé que, si je venais à quitter la maison, madame me regretterait trop!

# LABOR DIRECTORY

**MONTREAL TRADES AND LABOR COUNCIL.**—Meets every 1st and 3rd Thursday of each month at Monument National, 1182 St. Lawrence Boulevard. President, J. T. Foster, 747 Stuart Avenue; Corresponding Secretary, Jos. Pelletier, 7 Craig Street East.

**ALLIED PRINTING TRADES COUNCIL.**—To promote the interests of the Allied Union Label (which can be had in either the French and English language). The following organizations comprise Council: Typographical Union, No. 176; Jacques-Cartier Typographical Union, No. 145; Printing Pressmen and Assistants' Union, No. 52; Bookbinders' Union, No. 91; Photo Engravers' Union, No. 9; Stereotypers and Electrotypers' Union, No. 33; Amalgamated Lithographers of America, No. 27. President, Jos. Pelletier; vice-president, Walter Forrest; Recorder, A. F. Ricard; Secretary-Treasurer, James Philip, Room 12, 408 St. James Street West. Executive: Nap. Oumet, J. A. Boller, John Moore. Auditors: R. H. Malin, A. Query, J. Kelly. Telephone: MARquette 7489. Council meets Second Tuesday of each month at 7 Craig Street East.

**UNION TYPOGRAPHIQUE JACQUES-CARTIER** No 145. — Assemblée le 1er samedi du mois, à la salle de l'Union du Commerce, 1079, rue Berri. Président, J. E. Gariépy, 6628, Ave. Delormier, Téléphone: CRescent 7557; secrétaire-trésorier, Henri Richard, 3477, rue Cartier; Téléphone: AMherst 7034.

**UNION DES RELIEURS, Local 91.** — Assemblée tous les 1er et 3e mercredis de chaque mois, à la salle de l'union, No 7, rue Craig Est, à 8 heures du soir. Président: J.-A. Julien; secrétaire-financier et agent d'affaires, Jos. Pelletier, 7, rue Craig Est, téléphone: LANcaster 2726.

**TYPOGRAPHICAL UNION No. 176.** — Meets first Saturday of each month at Union Rooms, 408 St. James St. W. William Skanes, President, 5630 Waverly Street; James Philip, Secretary-Treasurer, Room 12, 408 St. James Street West. Business hours: 9 a.m. to 5 p.m. Saturday, 9 a.m. to 1 p.m. Telephone: MARquette 7489.

**FRATERNITE UNIE DES PEINTRES-DECORATEURS, Local 349.** — Assemblées tous les lundis, au No 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, E. Valliquette, 1989 Kent; vice-président, J. Boulet, 1465 Champlain; secrétaire-correspondant, Albert Renaud, 1139 William; secrétaire-financier, L. P. Boisselle, 4621 Delormier; trésorier, R. Robillard, 2306 Des Erables; conducteur, Art. Renaud, 387 Congrégation; gardien, J. N. Desjardins, 1745 rue St-Denis; auditeurs: J. Chartrand, 4326 Delaroche; E. Desèves, 3825 Henri-Julien; A. Boismenu, 5124 De Gaspé.

**FRATERNITE UNIE DES CHARPENTIERSMENUISIERS D'AMERIQUE, Local 131.** — Président, F. Doucet, 1909, rue Cartier; vice-président, H. Troitler, 2214 rue Panet, 161, Frontenac 1068; secrétaire-archiviste, Pierre Lefèvre, 5491, 12e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, Edouard Larose, 1278, rue Beauharnois; secrétaire-trésorier, Ernest Tisdelle, 1316, rue Gifford. Le Local s'assemble tous les lundis soir, au Monument National, chambre 11.

**WOOD, WIRE & METAL LATHERS, Local 315 of Montreal.** — Meetings every 2nd Wednesday at 1182 St. Lawrence Blvd. (Monument National), Room 15. Frank Horan, Financial-Secretary, 3698 Jeanne Mance Street, Telephone: HARbour 4497.

**FRATERNITE DES WAGONNIERS DE CHEMINS DE FER D'AMERIQUE, LOGE SAINTE-MARIE No 234.** — Assemblées régulières les 1er et 3e vendredis de chaque mois, dans la salle de l'Assistance Publique, rue Lagachetière Est. Président, L.-A. Beaudry, 1828, rue Désery; vice-président, H. Massé.

## COMMENT OBTENIR UNE POSITION DU GOUVERNEMENT

Brochure gratuite.  
The M. C. C. Ltd., Toronto (10)

3870, rue Mentana; secrétaire-archiviste et correspondant, C. Miron, 5181, 7e Avenue, Rosemont; secrétaire-financier, R.-B. Lamarche, 4505, Delormier, chambre 7; secrétaire-trésorier, A. Bertrand, 2345 Aylwin; guides: E. Demiger et A. Asselin; sentinelle, O. Côté; maître de cérémonies, Jos. Dufault; gardien, H. Joly. Comité local de protection: J.-A. Beaudry, président, tél. Frontenac 5894; Geo. Gauthier, secrétaire, 5468 12e Avenue Rosemont, tél. CLairval 1314W; C. Miron, tél. AM, 5223; H.-J. Limoges, 1461 Desjardins, tél. CLairval 7555; H. Vaillancourt, 2494 Rouen, tél. FRontenac 5560; R. Provost, 2089 Préfontaine, tél. FRontenac 1523.

**CHARPENTIERSMENUISIERS, Union locale No 1558, Maisonneuve.** — Assemblée tous les vendredis à 8 heures du soir au No 1651, rue Cloutonneux (Temple des Buffalo). Président: J.-A. Chamberland, 1526, rue Saint-Germain; Vice-Président: Aram. Houle, 4590, rue Lafontaine; Secrétaire-Archiviste: Charles Thibault, 2434, boulevard Pie IX; Secrétaire-Financier: J.-E. Delisle, 5233, rue Bordeaux; Secrétaire-Trésorier: J.-W. Corbeil, 2350, rue Lacordaire; Conducteur: Joseph Cournoyer, 2530, rue Chambly; aGrdien: H. Léger, 2427, rue Bourbonnière.

**CONSEIL DE DISTRICT DES CHARPENTIERSMENUISIERS D'AMERIQUE.** — Président, F. Larose; vice-président, E. Boucher; trésorier, E. Lauthier; secrétaire, Pierre Lefèvre; agents d'affaires: J. Shears et G. Houle. Les assemblées sont tenues tous les mercredis soirs à 8 heures, au Monument National, chambre 14, tél. LANcaster 5754.

**BOOT AND SHOE WORKERS' UNION, No. 249.** — S'assemble tous les vendredis du mois à 8 heures du soir, au No 1331, rue Ste-Catherine Est. Président, O. Drolet; secrétaire-archiviste, N. Gervais; secrétaire-correspondant, A. Roy; comité exécutif: Président, L. Thibault; secrétaire, N. Poirier; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, Charles McKecher, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Le Local s'assemble tous les vendredis et l'Exécutif tous les mercredis.

**UNION INTERNATIONALE DES BARBIERS COIFFEURS D'AMERIQUE, Local 453, de Montréal.** — S'assemble tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, au No 1172, boulevard Saint-Laurent, Monument National, salle No 15. Président, H. Lacombe; secrétaire-archiviste, L.-D. Bélanger; secrétaire-trésorier et agent d'affaires, A. Millard, 254, rue Sainte-Catherine Est.

**UNION INTERNATIONALE DES TAILLEURS DE PIERRE DE MONTREAL.** — Assemblées tous les 2e et 4e lundis de chaque mois, à 8 heures du soir, à la salle des Coronniers, 1331, rue Sainte-Catherine Est. Président, A. Laurin, 7370, rue Drolet; secrétaire-correspondant J.-L. Longpré, 2440, rue Sainte-Catherine Est.

## BUREAU DE PLACEMENT PROVINCIAL

Sous le contrôle du Gouvernement de la Province de Québec

JOSEPH AINEY, Surintendant Général  
FRANCIS PAYETTE, Surintendant  
Heures de bureau: 9 h. a.m. à 5 h. p.m.  
HOMMES: 90, rue Saint-Jacques Est  
PLateau 6181 — Local 228  
SECTION "COMMERCE ET BUREAU"  
95, rue Notre-Dame Est  
PLateau 6181 — Local 226  
HOMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent  
CRescent 4758  
FEMMES: 1444, rue Mansfield  
PLateau 8315 - 8317  
FEMMES: 1560, rue Beaudry  
CHerrier 3148 - 6645  
FEMMES: 6552, boulevard Saint-Laurent  
DOLLard 1918

Nous plaçons gratuitement les hommes, femmes et jeunes gens. Nous offrons du travail aux Journaliers et Ouvriers appartenant à tous les corps de métiers: Dans les fabriques, les usines, les travaux de la construction ou de l'agriculture. Nous offrons des places dans les Hôtels, Restaurants, bonnes places pour domestiques, hommes et femmes. Ingénieurs, chauffeurs, débardeurs et terrassiers, commis et sténographes. Les propriétaires et les agents de chantiers sont tout spécialement invités à présenter leurs demandes au Bureau Provincial.

DEMANDEZ  
LA BIÈRE  
POPULAIRE

ASK FOR  
THE POPULAR  
BEER

MOLSON

Brassée à Montréal

Brewed in Montreal

depuis

since

148 ANS

148 YEARS

# La C. C. F. réplique

Par C. J. WOODSWORTH.

## Réponse aux attaques d'un pamphlet anonyme.

"La C. C. F. a débuté en offrant une garantie de liberté complète, liberté économique, politique et religieuse. Je présume que cette entière liberté implique pour l'Eglise le droit de critiquer tout corps politique, mais aussi le droit du corps politique d'exposer pleinement et en toute liberté sa véritable situation au public." — J. S. WOODSWORTH.

(The Montreal Star, le 5 mars 1934.)

Monsieur Woodsworth est le chef national de la C. C. F. Ce qui précède a été dit à Montréal, au cours d'une assemblée publique à laquelle plus de quinze cents personnes assistaient, dont au moins les deux tiers étaient canadiens-français. Dans son discours, l'orateur avait témoigné le plus profond respect à l'Eglise catholique, ce qui fut amplement démontré par le vif enthousiasme manifesté au sein de cette assemblée canadienne-française et catholique. Comment, dès lors, cette attitude peut-elle être conciliée avec les opinions plutôt étranges exprimées en un récent pamphlet intitulé: "La C. C. F. sous ses vraies couleurs", écrit en français et imprimé à Moncton, N.-B.? Ce vulgaire pamphlet est apparemment l'oeuvre d'un quidam quelconque qui se dit catholique romain, mais qui n'a pas eu le courage de signer son nom. On comprend, en effet, qu'un être humain digne de ce nom ait eu honte d'avouer la paternité d'une diatribe aussi lâche et aussi impertinément malicieuse que celle-là. L'auteur se propose d'y examiner les opinions religieuses de quatre candidats en vue de la C. C. F., lors des dernières élections provinciales de la Colombie-Britannique. En réalité, l'auteur s'applique non seulement à fausser et dénaturer l'attitude de ces candidats, mais aussi à calomnier l'idéal du mouvement C. C. F. tout entier.

Ce pamphlet anonyme se voit tout de même forcé d'admettre qu'il y a beaucoup de bonnes choses dans la C. C. F. Ceci n'est pas étonnant, car cette même attitude est également celle prise par les autorités catholiques les plus en vue. Le R. P. Lévesque, O.P., d'Ottawa, dans un récent numéro de "L'Action Nationale", déclare qu'il est parfaitement d'accord avec le principe d'un système économique opérant dans l'intérêt de tous. Ceci, hâtons-nous de le remarquer, est le but principal de la C. C. F. Le révérend père approuve également notre principe de la coopération ainsi que celui d'une économie dirigée.

Mais, en dépit de tout ceci, le pamphlet poursuit: "Ces points seraient excellents s'ils n'étaient gâtés par une conception socialiste de la propriété qui fait des biens mis en commun un véritable "melting pot".

L'attitude de la C. C. F. quant à la propriété privée est amèrement attaquée par certains catholiques. Mais cette attitude est-elle réellement comprise? Qu'est-ce que la propriété privée? Est-ce le domicile de l'homme, sa ferme, sa voiture, ses vêtements, ses livres? Certainement, puisque toutes ces choses sont vouées à l'homme à titre de récompense pour ses efforts individuels. Pouvant lui-même les utiliser et en jouir, l'homme atteste par le fait même que ces choses sont propriété privée au vrai sens du terme. La C. C. F. n'a aucunement l'intention de priver qui que ce soit de ce genre de propriété qui est essentiellement personnelle. Bien au contraire, elle propose d'augmenter la proportion de cette propriété personnelle pour chacun. Ainsi, en ce qui concerne la terre du cultivateur, le programme de la C. C. F. dit: "Garantie et sécurité de ses possessions assurées au cultivateur sur la terre et selon des conditions à définir dans chaque province." Aujourd'hui, sous le capitalisme, le fermier n'a point pareille garantie. Sa propriété privée est à la merci des banques et des compagnies hypothécaires.

Mais il y a une autre sorte de propriété: celle qui a été créée par les efforts combinés de la société et dont tout le monde se sert. Cette propriété comprend le service des postes, la radio et, en bien des endroits, l'énergie hydro-électrique et le téléphone. De nos jours, personne ne doute plus du droit qu'a le public de posséder ces utilités. Mais alors, pourquoi ne posséderions-nous pas aussi d'autres utilités tout aussi essentielles à une existence normale de la communauté? Pourquoi, par exemple, ne contrôlerions-nous pas aussi la distribution du lait, du pain, du charbon, de la gazoline et des autres denrées d'usage général? Aujourd'hui, le gouvernement contrôle la bière. Pourquoi ne contrôlerait-il pas également le lait? S'il faisait cela, le cultivateur serait assuré d'un prix équitable pour ce produit laitier et le consommateur, lui, ne paierait pas plus qu'il ne convient pour son lait.

C'est certainement à ce genre de propriété que fait allusion Sa Sainteté le Pape quand il dit: "Il est juste de prétendre que certaines formes de la propriété doivent être réservées à l'Etat, étant donné qu'elles impliquent des incertitudes de domination trop intenses pour être laissées à des individus sans porter préjudice à la communauté en général." (Pie XI — *Quadragesimo Anno*). C'est précisément ce genre de propriété que vise la C. C. F. quand elle préconise que le contrôle et la possession en soient réservés au public.

La pamphlet accuse la C. C. F. d'être une organisation communiste. Il dit: "Beaucoup en examinant ce système si prometteur (le système C. C. F.) lui ont trouvé une ressemblance déconcertante avec le communisme." Ceci est absolument faux et témoigne ou d'une ignorance crasse ou de la plus insigne mauvaise foi. La différence entre les deux est notoirement nette et distincte. Les communistes préconisent ouvertement la force pour parvenir à leur but. La violence ou la force, sous quelque forme qu'elles soient, sont répudiées par la C. C. F. A la conférence de Regina, en 1933, il a été définitivement résolu de refuser toute coopération avec les communistes, et le programme adopté à cette convention déclare: "Cette transformation sociale et économique peut et doit être faite par l'action politique, par l'élection d'un gouvernement s'inspirant de l'idéal de la "Cooperative Commonwealth Federation" et appuyé par la majorité du peuple. NOUS NE VOULONS PAS D'UN CHANGEMENT PAR DES MOYENS VIOLENTS."

Au cours des élections de la Colombie-Britannique, auxquelles l'auteur du pamphlet fait allusion, les communistes présentèrent des candidats contre ceux de la C. C. F. Ceci ressemble-t-il à de la collaboration entre les deux? D'ailleurs, l'antagonisme entre eux est aussi ancien que les partis eux-mêmes. Cette année, dans l'Ontario, la C. C. F. a pris des mesures définitives pour expulser de ses rangs un certain nombre de communistes qui y avaient adhéré en secret dans le but évident d'en détruire le mécanisme. Par cette action, la C. C. F. a clairement démontré que ses méthodes sont anti-communistes.

En ce qui concerne l'instruction, ledit pamphlet insinue que si la C. C. F. parvenait au pouvoir, elle abolirait toutes les sauvegardes provinciales. A cet égard, l'auteur fait cette déclaration fantaisiste: "On peut présumer sans témérité que ce serait d'abord une école fortement centralisée. Et fort probablement, à Ottawa, les provinces perdraient leur autonomie en matière d'instruction publique." Or, l'éducation n'est pas mentionnée dans le programme de la C. C. F., omission due au fait que l'instruction est affaire provinciale et que la C. C. F. entend n'y pas toucher.

On peut, en effet, faire observer ici que la C. C. F. se propose de sauvegarder les droits de la minorité. La section 9 du programme du parti recom-

mande: "La modification de la Constitution canadienne, mais sans enfreindre les droits minoritaires de race ou de religion ou les prétentions légitimes de l'autonomie provinciale." Monsieur Armand Lavergne, vice-président de la Chambre des Communes, parlant dernièrement à Québec, fit remarquer que le groupe C. C. F. à la Chambre avait toujours préconisé les droits des minorités et que c'était le seul des partis politiques qui y avait pris pareille attitude. La modification de la Constitution est préconisée par la C. C. F. afin que le gouvernement fédéral puisse, le cas échéant, avoir des pouvoirs suffisants pour résoudre certains problèmes urgents tels que les pensions de vieillesse et le chômage.

Le docteur Lyle Telford, candidat C. C. F. aux élections de la Colombie-Britannique, est attaqué dans ce pamphlet à propos de son attitude concernant le mariage. On y prétend qu'il est en faveur du mariage à l'essai. Cela peut être vrai ou non, mais il est difficile de concevoir pourquoi les opinions personnelles d'un médecin sur des choses qui n'ont aucun caractère politique puissent être injectées dans une discussion relative au principe de la C. C. F. Le docteur Telford n'en vint à expliquer ses idées à ce sujet qu'à la suite de grossières interprétations faites par ses adversaires politiques dans le but de le discréditer.

Sur le chapitre religion, le pamphlet en question accuse tout bonnement la C. C. F. d'impiété! Ici, nous devons faire observer que l'auteur, quel qu'il soit, est loin de faire preuve d'un esprit de parfait christianisme quand il s'en prend si peu charitablement à un idéal qui est apparemment fort au-dessus de compréhension sectaire des choses.

Il y a environ quinze ans, M. W.-A. Pritchard, au cours d'une réunion à Calgary, fit cette fâcheuse observation: "I am running against the late lamented Mr. Christ." Monsieur Pritchard, depuis lors, n'a jamais cessé de regretter cette "sortie" et, à plusieurs reprises, s'en est excusé publiquement. En octobre dernier, dans une lettre adressée au révérend Andrew Roddam, ministre de la United Church, à Vancouver, il disait: "Permettez-moi de vous exprimer toute ma gratitude pour votre lettre si bonne et si humaine... Je fis cette observation à la légère — ce n'était pas un discours — dans la chaleur d'une improvisation que non seulement je regrette aujourd'hui, mais que j'ai sincèrement déplorée immédiatement après l'avoir faite... Depuis, j'ai publiquement déclaré, à maintes reprises, ce que je vous dis aujourd'hui, à savoir: Tout homme parvenant à maturité et revenant par la pensée au jours de sa jeunesse, supposant qu'il soit honnête avec lui-même, doit avoir dit et fait des choses qu'il a sincèrement regrettées par la suite."

L'auteur du pamphlet refuse apparemment de croire à la sincérité des regrets de M. Pritchard. Il convient de regretter ici qu'il n'ait pas le même sens de charité que le révérend ministre de Vancouver. Faisant récemment allusion à cette affaire, M. Woodsworth rappelait que saint Pierre avait renié son Seigneur trois fois mais que cela ne l'avait pas empêché, ultérieurement, d'être tenu en fort haute estime par toutes les sectes de l'Eglise chrétienne.

Poursuivant son argument contre la C. C. F., comme étant une organisation anti-religieuse, le pamphlet fait allusion à la part prise aux élections de la Colombie-Britannique par un groupe que notre auteur anonyme appelle "le parti socialiste de l'ouest". En dépit du fait que ce groupe ne compte que vingt-cinq membres, il présente des candidats dans la plupart des circonscriptions électorales de Vancouver et, notons-le bien **CONTRE LES CANDIDATS DE LA C. C. F.** Il n'est donc pas besoin de chercher d'autres preuves pour démontrer qu'il n'y a absolument aucun rapport entre ce groupe et la C. C. F.

Le pamphlet cite une lettre écrite par un représentant de ce petit groupe en réponse à une requête de l'évêque anglican de Cariboo, demandant quelle est l'attitude des divers candidats relativement à l'instruction religieuse dans les écoles. Notre auteur se garde bien, cependant, de citer la réponse de la C. C. F. à cette requête, réponse où il était dit que cette question d'instruction religieuse ne devait pas être traînée à la remorque des discussions de partisanerie politique.

Le parti C. C. F. est aujourd'hui l'Opposition officielle à la Législature de la Colombie-Britannique. Sa direction actuelle constitue probablement la meilleure réponse à l'accusation que le parti est anti-religieux. Le chef oppositionniste, le révérend Robert Connell, est un membre en retraite du clergé anglican, avantageusement connu et depuis longtemps respecté dans la ville de Victoria qui l'a récemment élu comme l'un de ses députés. Dans un même ordre d'idées, la vérité nous oblige à dire que les principales personnalités du mouvement C. C. F. au Canada sont ou ont été des hommes d'église. Monsieur Woodsworth, président national du parti, est un ancien pasteur méthodiste. Le secrétaire national, M. Norman Priestley, est un ministre de la United Church. De plus, l'un des membres les plus en vue du groupe C. C. F. à la Chambre des Communes, à Ottawa, M. E.-J. Garland, est un catholique irlandais.

Nous venons de répondre par le menu aux accusations que le pamphlet anonyme a faites contre la C. C. F. Nous croyons y avoir impartialement répondu et l'avoir réfuté décisivement par un simple et consciencieux exposé des faits, lesquels pourront être vérifiés en tous temps et sans peine. Si la C. C. F. n'est pas plus sérieusement critiquée que par des insulteurs ignorants qui n'ont pas le courage de signer leurs dénonciations, il n'y a aucune raison pour que le mouvement ne continue pas à progresser aussi rapidement qu'il l'a fait jusqu'à présent et à attirer dans ses rangs un nombre toujours croissant de personnes vraiment bien pensantes.

## Pour vos impressions ?

Lorsque vous avez besoin de travaux d'imprimerie, appelez

**LAncaster 5361**

Nous garantissons satisfaction sous tous rapports, main-d'oeuvre et promptitude. Notre atelier est de l'union et travaille 44 heures.

**Mercantile Printing**  
11, rue Saint-Paul Ouest MONTREAL

# Parliamentary Institutions Best

Reform More in Consonance With Democratic Ideals, Than Reactionary, or Revolutionary Dictatorships.

By BERNARD ROSE.

Certain forces which, for the purpose of classification, may be designated as Reaction, Reform, and Revolution, are advocated as the means to bring about definite changes in the economic and social life of the nation, the heads of which are convinced that the system they favor should control and shape the destinies of the people to whom they appeal for support on behalf of their respective movements.

Those who fear they may suffer serious losses, because of change, instinctively cling to their possessions, and support the movement that brings with it the reaction which, once in control, very sensibly abridges the liberty of the individual in what was, until reaction became the dominant force, a democratic country.

Those who uphold reaction, as a means to national improvement, denounce and repudiate democracy and express their contempt for parliamentary institutions. The reactionary uses force in order to overcome any opposition that manifests itself, when the leader or leaders under the new dispensation deprives the people of the right to express their views, in all that relates to their well being, and which they believe can best be achieved through the exercise of the political power which, in a democratic country, is the most potent agency to bring about necessary changes.

Reaction is now enthroned and supreme, in countries which but a few short years ago, boasted of their eminence in politics, art, industry, science, and the manifold activities that make up the nation's life from the intellectual, economic, and social standpoints. In the name of the people, and for their alleged benefit, dictators surrounded by sycophants, opportunists, and time-servers, promulgate laws and formulate codes, obedience and adherence to which can only be violated upon the pain of very serious punishment. Freedom of speech and press are no longer permitted, since they limit the power of the dictator to bring about that uniform thought and action, that he deems essential to the continuance of his power and the carrying out of his policies.

Reaction in its most horrible form, (since it has developed race hatred and religious discrimination,) is now exercising its terroristic influence in the land of the former Hohenzollerns. A demagogue, whose partisans have erected him into a demigod, (since allegiance is to him, rather than laws or a democratic ruler,) make it impossible for the citizen to whom freedom is the very breath of life, to express his views in all that concerns national welfare and international amity, as freely and as boldly as he could in the days of the Republic, the heads of which at all times held themselves responsible to the people, from whom they got their mandate.

In Italy, another dictator reigns, who while not as tolerant of appeals to race and religion as his German prototype, nevertheless exercises power not through a popularly elected and representative Legislature or Parliament, but a so-called council of his own creation. He is a veritable Czar. His word is law. No one dare question his motives or take exception to his rulings. He is the supreme political pontiff of the nation. Press and platform are entirely under the control of the Fascist supreme ruler.

The democratic citizen who learns of the control which dictators in these two countries exercise, cannot understand why so-called liberty loving people

should so abjectly give up all the rights and privileges for which earlier generations shed their blood and made many sacrifices. In both countries the dictators encouraged the forming of bodies of men, mostly young, who were very easily influenced by the appeals to them, following which, they were ready to serve the dictator even at the cost of life itself. In their eyes, anyone who opposed the supreme chief was a traitor who should be shown no mercy. Time will, of course, awaken them from their trance and then they will appreciate how they were duped, and in their anger, in all likelihood go to the other extreme. Age will bring a better judgment and a realization that in exchange for the liberty which they lost, they became the mere instruments of the will of the dictator they at one time regarded as almost Divine.

In a great country that likewise, in previous decades, was subject to the rule of an all powerful Czar, responsible to no one but himself, and influenced by those who could get his ear, and who were fearful of the loss of power, prestige, and revenue, they would suffer, if he permitted the establishing of a parliament, the vested interests counselled the strongest resistance to those, who, anxious to have their country follow the example of other progressive nations, demanded that a fuller measure of liberty be given the men and women of Russia. The Czar of all the Russias is no more. His place was taken by those who, in the name of the Proletariat, confiscated the possessions of the Romanoff family, as well as those of his followers and Russia's wealthy citizens.

While the appeal on the part of those who secured control in Russia, following the banishment of the Czar, did not appeal as Hitler did in Germany, to the racial envy of his fellow citizens, they in no uncertain terms emphasized what in their opinion constituted the course to pursue, in order to rid Russia of every influence that was opposed to the welfare of the Proletariat. They argued that there was no middle course, once reaction was in ruins, and that revolution must be their objective, if the workers were to become the dominant force. They instituted a reign of tyranny, and those who, in the early years of the Soviet regime in any way criticized it, were branded as counter revolutionaries and enemies of the State, who should be executed, imprisoned, or exiled.

We thus see that the methods, adopted by the fanatic leaders of reaction, are similar to those of the ardent advocates of revolution. They each profess to be saviours of their country, and point out that the justification for the measures they take is based upon their determination to overcome every difficulty in seeking to establish the form of society which in their opinion is best adapted to the needs of their people.

The person of average intelligence, in countries enjoying a democratic form of government, and who is likewise anxious for the future of his country and his fellow citizens, when he compares the situation and condition of the citizen in a country with Parliamentary institutions, and that of those in the lands where revolution or reaction have destroyed the previous Governments, becomes not only convinced, but determined, that, under no circumstances, will he countenance or support any non democratic movement, leader, or group, that promise beneficial changes in the interests of the worker or the middle classes, if his or its views are generally accepted.

In countries with Parliamentary institutions, reform must be the political motto of those, who, dissatisfied with conditions because of the unemployment that prevails and inequitable distribution of wealth, are concerned because of their country's future, unless Parliament or Congress will adopt legislation that is calculated to remedy the grievances of those who have and are suffering serious economic prejudice, because of a depression for which they are not responsible, and could have been prevented, had the proper means been taken before the crisis began.

The political party that appeals to the citizens on its readiness to bring in reforms that embody the wishes of the majority, is entitled to the support of the electors. Reform is, after all, an agency that gives due consideration to changed conditions and does not call for the abridging of the liberty of the individual in a degree that he resents, or the destruction of those institutions that the revolutionist insists must be done away with, if the workers are to secure the justice to which they are entitled.

In Canada, both the workers and those sympathetic to them, but not classed as such, will support reform, rather than reaction or revolution. The party whose leader advocates reform, and is ready when given office to formulate and carry out policies that will make reform, in all that affects the economic and social welfare of the citizens, his chief concern, will rally to his party and cause, all who, dissatisfied with present conditions, are nevertheless opposed to the abridgement of liberty by the reactionary, and the destruction of cherished institutions political and social, which the revolutionary insists, must precede the reorganization of society in accordance with the principles advocated by the opponents of democracy and Parliamentary institutions, as we understand and appreciate them in Great Britain, France, the United States, and our own Dominion.

## JUDGE ENJOINS UNIONS FROM PICKETING COMPANY WHICH LOST THE "BLUE EAGLE"

Miami, Fla. — Judge Paul D. Barnes signed an injunction in the Circuit Court here prohibiting representatives of the Miami Central Labor Union, the Dade County Unemployed Citizens' League, Labor's Citizenship Committee, and the Consumers' Council from placing pickets within two hundred feet of the building of the Sunshine Cleaners and Laundry from which the National Recovery Administration at Washington withdrew the Blue Eagle because of the concern's alleged violation of the NRA code covering the cleaning industry.

When the enjoined organizations inaugurated picketing they declared:

"We shall use every legal, peaceful and dignified means within our power to encourage and reward, by patronage, those who are complying with the letter and the spirit of the National Recovery Act; and we shall call attention to those who violate it."

Despite the injunction it is expected that organized labor will find some way, without overstepping Judge Barnes' injunction, to warn the public of the continued violation of the NRA code by the cleaning and laundry concern.

Before the injunction was granted, one of the proprietors of the establishment was fined in municipal court for an assault on one of the pickets.

# PRIX RÉDUITS

de MONTRÉAL par trains réguliers

SAMEDI, le 21 AVRIL

aller et retour \$2 <sup>15</sup>		aller et retour \$3 <sup>40</sup>	
<b>Sherbrooke</b>		<b>Thetford Mines</b>	
Cookshire 2.55	Mégantic 3.50	St-Georges 4.65	Beauceville 4.40
Magog 1.80	Waterloo 1.50	St-Joseph 4.15	Ste-Marie 4.40
Sutton 1.40	Cowansville 1.15	Vallée Jct. 4.15	Tring Jct. 3.90
Farnham 1.00	St-Jean .75	Disraeli 3.15	East Angus 2.65
<b>Trois-Rivières \$1<sup>90</sup></b>		<b>Joliette - - - \$1<sup>00</sup></b>	
Portneuf 2.75	Grondines 2.55	St-Gabriel 1.50	St-Félix 1.25
La Pérade 2.40	Batiscan 2.30	Volligny .95	L'Épiphanie .75
Yamachiche 1.60	Louiseville 1.50	<b>St-Jérôme - - .75</b>	
Maskinongé 1.40	Berthierville 1.15	St-Lin .75	Bruchési .75
<b>Mont Laurier \$3<sup>20</sup></b>		<b>Buckingham Jct. \$2<sup>00</sup></b>	
Nominique 2.50	Labelle 2.05	Papineauville 1.60	Montebello 1.50
St-Jovite 1.70	St-Faustin 1.55	Grenville 1.20	Staynerville 1.00
Ste-Agathe 1.30	Mt. Rolland 1.00	Lachute .90	Ste-Scholastique .75
<b>Vankleek Hill \$1<sup>10</sup></b>		<b>St-Clet - - - .75</b>	
Alfred 1.40	Léonard 1.90	Dalhousie Mills .95	De Beaujeu .80
St-Eugène 1.00	Rigaud .85	St-Télesphore .90	Williamstown 1.20

RETOUR JUSQU'AU LUNDI SOIR, 23 AVRIL

Voitures de 1ère classe seulement. Aucun bagage enregistré.

Enfants de 5 ans et au-dessous de 12 ans, moitié prix.

Réductions pour plusieurs autres endroits.

# PACIFIQUE CANADIEN

## TECHNICAL EDUCATION

### TECHNICAL SCHOOLS

MONTREAL QUEBEC HULL

Trade course (two years) Apprenticeship courses  
Technical course (three years) Special courses.

EVENING CLASSES: Montreal, Port-Alfred, Chicoutimi, La Tuque, Beauceville, Lévis, Lauzon, Saint-Romuald, Sherbrooke, Saint-Hyacinthe, Valleyfield, Lachine, Shawinigan Falls.

1430, St. Denis Street, MONTREAL

Director General of Technical Education

# The Week at Ottawa

By CHARLES J. WOODSWORTH.

Major C. H. Douglas gave evidence before the Parliamentary banking committee Tuesday. The widely travelled financial expert who has gained countless adherents to his scheme for financial reform prefaced his remarks by a picture of the economic system as he sees it today. He pointed out that what he described was not the disease itself but symptoms of the disease.

Admittedly Major Douglas' plan for re-organizing the financial system is complex and difficult for the average layman to understand. But whether one agrees with it or not one cannot help being struck by its author's analysis of the dislocations in the present economic machine and the ultimate results to which he claims they will lead.

The points he mentioned as well as the interpretation he placed upon them passed unchallenged by the entire committee. His summary was as follows:

1. Surplus unpurchaseable production. "It is not true today to say that people don't want it; they can't buy it."
2. Consequent unemployment that arises from it. "Surplus productive capacity is one translation of this."
3. Poverty. "Not really the result of unemployment but caused by lack of purchasing power."
4. Redundant productive machinery and plant. "People can't buy good enough. There is a surplus productive capacity in relation to purchasing power."
5. Cut-throat competition in selling goods.
6. Disappearance of industrial profits.
7. Consequent business and industrial failures.
8. Increasing competition for foreign markets to offset the failure of the home markets.
9. Consequent international friction threatening and ultimately leading to war.

A situation like this demands something more than the time-wasting tactics of a lawyer like J. T. Hackett, Conservative member for Stanstead, Quebec. Pompous, heavy and brow-beating, Mr. Hackett insisted on holding up all progress towards an elucidation of Major Douglas' views for the greater part of the Committee's morning session.

It was with satisfaction that those present, including members of the banking committee and of the general public, saw his uninformed attack successfully met and defeated by the clear-thinking and precise Douglas.

\* \* \*

## Purchasing Power Sinks More Rapidly Than Prices.

The Stevens' Committee is still investigating price spreads. For some time it has been dealing with livestock prices, and interesting facts have come out regarding practices of the buyers and their virtual dictation of prices to cattle raisers.

Information on spreads is coming in daily to the members of the House. This week Mr. Heaps received a letter accompanied by a photograph of the shop window of one of Montreal's largest department stores. The picture shows two piles of goods. In one pile is a bag of flour and a bag of sugar; in the other pile the same two bags are nearly hidden by dozens of other bottles, packages and tins. The statement accompanying the picture is as follows:

\$24.69 Bought 1 bag Flour, 1 bag Sugar in 1920;  
\$24.69 Buys the following in 1933:

1 bag Flour, 98 lbs.....	\$3.25
1 bag Granulated Sugar, 100 lbs.....	4.65
80 lbs Potatoes .....	1.25
5 lbs Butter Sunglo .....	1.25
1 Leg Ham .....	1.80
2 lbs. Bacon .....	.27
4 doz. Fresh Extra Eggs .....	1.16
10 bars Surprise Soap .....	.55
6 tins Clark's Tomato Juice 3/20 .....	.40
1 lb. Pure Lard .....	.11
1 lb. Magic Baking Powder .....	.34
1 doz. Choice Peas, Corn, Tomatoes .....	1.50
1 doz. Campbell's Assorted Soups .....	1.20
2 Pkg. Quaker Oats, large .....	.42
3 Pkg. Kellogg's Cornflakes .....	.25
2 lbs. Empire Coffee .....	.78
2 lbs. Special Tea .....	.78
1 btl. Assorted Pickles .....	.25
2 jar Jam (stra-rasp) .....	.70
2 jar Marmalade .....	.58
1 pkg. Assorted Shortbread Biscuit .....	.39
3 pkg. Soda Biscuits .....	.25
4 tins Clark's Pork and Beans, large .....	.40
2 btl. C. & B. Catsup .....	.34
1 pkg. Red Silver Cereal .....	.25
1 tin Edwardsburg Corn Syrup, 5 lbs. ....	.35
1 tin Nestle's Evaporated Milk .....	.12
2 doz. Apples .....	.50
1 doz. Oranges .....	.35
Jelly powders .....	.25

\$24.69

This situation is striking and requires careful consideration. In the first place, it must be remembered that the price of all food commodities at the close of the war were very high. It was a period of inflation. At present we have the reverse situation — deflation — and extremely low prices for natural products. While at first sight it might be thought that because prices of food have dropped so low the worker is much better off than before. It should be remembered, however, that other charges have not dropped as much in comparison. Rents, for instance, still remain comparatively high, while insurance charges have not decreased at all. On the other hand, there has been considerable reduction in wages. This, combined with the fact that many

people have no work whatever and are receiving only a low scale of relief, has meant greatly reduced purchasing power.

In this connection one recalls the statement made by Mr. Bennett before the committee on monetary and financial questions at the Imperial Conference in 1932: "Interest charges represent the most important of the fixed or semi-rigid elements in our cost structure. If prices remain on their present level, such charges will constitute an intolerable or almost intolerable burden in many cases. Even if it can be borne, the fortuitous gain to the creditor of 40 to 48 per cent in general purchasing power above what he contracted for appears to be a grave injustice."

What is the effect of this situation? To quote the further statement of the Prime Minister: "As one dollar today will purchase at wholesale 48 per cent more than it did in 1929, the real burden of the service charges on foreign obligations has increased from \$362,000,000 to \$535,750,000." And further: "As a result of this rapid and persistent decline in the general price level and the inevitable disparities created between different kinds of prices, normal business relationships have been disrupted, profit margins have disappeared in many cases, enterprise has been discouraged, unemployment has steadily increased, the fiscal problems of all our public bodies have been greatly aggravated, and the burden of fixed charges is exerting an almost intolerable pressure upon some of the strategic elements in our national economy."

It is over a year and a half since the leader of the present Government gave that very clear statement of conditions. But has he done anything about it?

## Regimentation

It is with great difficulty that those who write regularly for the daily press are able to escape from the daily duty of supplying quantity instead of quality. It is true that information is now disseminated as never before in the history of the world, but the great quantity of mere facts is confusing.

The general impression of dissatisfaction now prevalent gained from painful daily life and irritated by the absorption of daily bad news or unfulfilled predictions of better times seeks expression in action.

From tribal life up through our civilization to date people have grouped together for the accomplishment of a common purpose. They are grouping and regrouping today as never before.

In ages gone by the people of the world have grouped around dominant persons or ideals or religious formulas. Struggles have been repeated again and again, but behind perhaps all of them was some economic factor forcing the action.

The economic situation at this time is seemingly for the first time plainly the only and basic cause of the world's troubles. Who is to profit from a particular group of people's productive effort is the question.

In an endeavor to protect the individual and family from want the great mass of people over the world are permitting themselves to be regimented as never before. The cry of freedom which has been the call to arms for hundreds of years has been discarded and outright military organization of whole nations behind dominant individuals is the rule.

In Japan the people follow and worship their emperor. In Italy Mussolini is the boss. In Russia it is Stalin and the Communist philosophy. In Germany it is Hitler who rose to power through constitutional methods and then killed constitutional government. In France an experienced President is prepared to rule with an iron hand. In Austria the iron heel has trod out all popular government. Practical dictatorships exist in Spain and Mexico. In the rest of the countries of the world dependence (financial or otherwise) on one or some of the greater powers is the rule. The only important foreign power clinging to popular government is England, but fascism is being advocated there.

The dissatisfaction engendered by poor government will eventually register itself in impatience. Impatience results in sporadic action disassociated from a common plan or purpose. Then in steps the dictator with the plausible argument that first of all law and order must be restored. It immediately becomes his law and his orders which must be obeyed and the cause of the people is set back a thousand years. People are regimented and military force supplants civic idealism.

In our country (the United States) all the ingredients for such an unsavory mess exist. Our governmental units have been following the same false premise. Instead of realizing the country exists for its people's welfare, the right of a few individuals (and some of them foreigners) to

own and exploit the country has been the rule.

The people elected President Roosevelt simply on the pledge of a "New Deal." The details of the new deal were not specified nor even hinted. He was elected on faith. In good faith he has proposed a method of co-operation by business interests (still owned by the few) so that the people will share more equitably in the product of their toil.

True to form, that co-operation is being withheld and old forms and practices persist. The business man who took a chance is as extinct as the dodo. Credit for new enterprises (upon which future prosperity depends) is withheld, waiting for a sure thing.

Another year of what we have had since 1929 will bring some form of propaganda for a dictatorship. It is entirely unnecessary. An amendment to the Constitution of the United States is all that is necessary. An amendment making it possible for Congress to make any law it sees fit to safeguard the welfare of the people would preserve popular government from the blight of a judiciary compelled to hold the economic advancement of the twentieth century within the narrow bounds of eighteenth-century methods and rules.

Many people fail to realize that a "frozen" judiciary is just as tyrannical and ineffective as a dictator and much harder to reach. The individual jurist can not be criticized for holding to the law of the land which the people make. He passes responsibility back to the people.

Our country has (through factors unknown one hundred and fifty years ago) outgrown its governmental forms and units as well as its Constitution. It is now an efficient, self-contained economic unit which need not resort to old-world retrogression to secure change and security.

Much criticism of political interference with business is heard. How could a more abject failure be made than has already been perpetuated by so-called business men? It is very likely that as the responsibility of the legislator increases the competency of those elected will register a distinct improvement. Whether it does or not, popular government is superior to any kind of dictatorship and regimentation. — *The Typographical Journal* (March).

## A VILLAGE MEMORIAL

There is a little English village — too small to get on the map. When war broke out in 1914, this village had just 19 boys of military age, and everyone of them enlisted. Emotions were deep when the war ended, for every lad had been killed in action. The village was so stirred that it wished a very impressive memorial, and finally accepted a German field piece and placed it on their central green. On one side of the carriage is a tribute inscribed to the gallant 19 who died. On the other side is engraved THE NAME OF THE BRITISH COMPANY who first sold this gun to the Germans, with which British youth — like the nineteen of the village — were ruthlessly shot down.

NEWS FROM OTTAWA.

## Money Power in Canada

Contributed by the Bureau of Social Research, Ottawa.

### WHAT IS INFLATION ?

In spite of the frequent discussions of inflation in various newspapers and periodicals, there are few subjects so little understood by the average man. He knows that inflation means more money and he has been told that it would be marked by a rise in the cost of living, but he is, as a general rule, pretty much in the dark as to what the effect of inflation would be with respect to his own particular problem.

It is necessary to realize, first of all, that as used by most economists the term inflation consists of a good deal more than merely the printing of an additional supply of paper currency. When the volume of effective purchasing medium as represented by money and credit, decreases more rapidly than the supply of available goods, the resultant decline in prices is described as "deflation." But when, for one reason or another, the effective purchasing medium increases more quickly than the volume of production, the rise in prices is "inflationary." Either process involves painful readjustment; and if the change is sudden or drastic, either of the two may result in profound economic dislocation.

### No Taxes.

While inflation may be attained in many ways, the most obvious short cut would be for the government to cover its expenditures by the simple device of printing legal tender, thus doing away with the necessity for collecting taxes. But so far as prices are concerned it makes little difference whether the purchasing medium is supplied in the form of paper currency, silver coin, or bank credit. The chief difference between the various types lies rather in the question of who is to receive the benefits of the inflation, and who is to foot the bill.

The basic fact about inflation is that it really involves a redistribution of wealth. Increasing the volume of money does not of itself create a greater supply of goods and services, but merely brings about a shifting of the labels denoting ownership between the various classes of society. Although those who favor inflation really admit this essential fact, they claim that on the whole the redistribution is a beneficial one. If dollars were cheapened, debtors would profit at the expense of creditors, because, through the concurrent rise in prices, the dollar paid by the debtor to the creditor will buy less goods than during a period of low prices. Salaried workers, and those in receipt of fixed incomes and annuities, etc., receive no benefit directly from inflation, but their loss, insofar as the national economy is concerned, is counterbalanced by the gains of the farmers and other producers of primary commodities.

### Inflation Benefits Farmers.

Of the producer group, the farmers stand the best chance of improving their relative position through a moderate inflation. The immediate effect of a general increase in the volume of money would be to stimulate the demand for goods, thereby assuring a relatively higher return to the producers of primary commodities. We emphasize the fact that the inflation should be moderate, i.e., controlled, having in mind the overexpansion of productive resources which occurred shortly after the war, and which should serve as a warning regarding the benefits to be gained from an artificially stimulated boom. In the long run, farmers, like most others, would fare best under conditions of monetary stability. An inflationary orgy, accompanied by high interest rates and restriction of trade, would ultimately react against them just as surely as it would against the industrial workers with whom their fate is irrevocably linked.

But, of course, no one is advocating uncontrolled inflation. The most that has been proposed is the issue of currency and credit based on the national production. Thousands of Canadians are living on the present low-consumption standard, not out of choice, but because they do not have the money to purchase the desired goods. Thousands of others who are carefully safe-guarding their resources against possible sickness or unemployment, would probably spend a large proportion of the money they have saved if they became convinced that it would lose a proportion of its purchasing power through an increase in prices in the near future.

The orgy of inflation in Germany just

after the war is frequently pointed out by bankers and financiers as a terrible example of the evils of inflation. But they very conveniently forget that this was a deliberate move on the part of the German government to wipe out their internal debts, and was stopped as soon as their purpose had been accomplished.

### A 60¢ Dollar.

As one of the greatest gold producing countries in the world, Canada is keenly interested in the results of President Roosevelt's monetary policy. He has raised the price of gold in relation to currency from \$20.00 to approximately \$35.00 an ounce, thus making the dollar worth roughly 60 cents. This is what is known as depreciating the value of the dollar in terms of gold. This plan is not genuine inflation, because it does not increase the purchasing power of any group except that of a relatively small number of gold producers.

Canadian bankers have made it quite clear that they do not favor inflation in any form whatsoever. They claim to have millions of dollars available for loans to manufacturers provided they can have reasonable assurance that the loans will be repaid when due. The fact that the money loaned for the production of goods is insufficient to enable them to be purchased by the ultimate consumer, seems to be entirely ignored by the banking fraternity, as is well known in the following dialogue between Mr. Jackson Dodds, General Manager of the Bank of Montreal, and Mr. Wm. Irvine, M.P., at a recent session of the Committee on Banking and Commerce.

Mr. Irvine: "I should like to ask a few questions with regard to consumers' purchasing power as a means of affecting the depression. Would the witness describe the process by which the credits created by the banks reach the consumer?"

Mr. Dodds: "I think it is outside of this question, myself. I do not see what it has to do with it."

Q.—I do not want to press it, but, Mr. Chairman, I want to get it. I can indicate perhaps, what I mean. I think most loans in Canada and in other countries using the same financial system that we do, are made for the purpose of production, and, therefore, can only go to the consumer in the form of wages, or salaries for having engaged in that production. That is what I wanted the witness to describe to us.

A.—Well do you mean when we loan money, what happens? We loan money to somebody, and they pay for goods, which presumably the consumer gets. So they put the money out in wages and the wage earner spends the money, and so on.

Q.—Then, I want to ask if you think that the money obtained by workers in an industry, say any industry you like, in the form of wages and salaries, buys the entire output of the industry; can it do it?

A.—I do not know that the money we happen to loan to a leather man, if I understand you correctly, goes to the industry, so that the people in the industry buy the whole of the leather products. Is that what you are getting at?

Q.—Suppose a boot and shoe factory puts out a million pair of boots next year, and it pays the ordinary wages to its employees, and salaries to its officials, and so on, would the money thus paid out be sufficient to buy all the million pair of boots made by that factory?

A.—What about the buildings, and everything else that have to be paid for?

Q.—Exactly. It cannot be done then, can it? If there is not enough money paid out for them to buy the boots, where will it be paid out?

A.—I think that is away out of the present subject matter."

### Bankers Dislike Inflation.

As the purpose of the enquiry was to discover what the banks had done or could do in regard to alleviating the depression, it is interesting to observe that in their opinion they were not concerned in any measures which might add to the purchasing power of the people. Being private corporations, and in business only for the purpose of making profits for their shareholders, it is to their interest to see that the supply of money should not be too plentiful, so that there will always be a

## Charles Dickie Obeys the Last Call

### A Brave-Hearted Fighter in Labor's Cause Has Gone to his Long Rest.

The labor movement in our city, which recently suffered so serious a loss in the passing of the late John T. Foster, has suffered a second, equally as serious, in the unexpected death of one who had endeared himself to not only his fellow workers, but all who enjoyed his friendship, and admired his robust commonsense, integrity, and unselfish and self-sacrificing readiness to at all times promote the cause to which he gave the whole of his useful and noble life.

The late Charles Dickie was beloved by the hundreds who met him in his official quality, or were associated with him in any undertaking formed to help any movement that sought the welfare of the many. He was the type of labor leader who wins and holds the respect of even those to whose views he takes exception, in the carrying out of the responsible duties devolving upon him as the representative of a powerful labor organization.

Mr. Dickie had all the qualities that are inherent in the Scotch race. He was determined, courageous, resourceful in an emergency, frank of speech, and a loyal friend. His life was devoted to the furtherance of those ideals that are the objective of men sincerely interested in the welfare of mankind. He possessed, in a marked degree, the confidence of his colleagues and the organizations that were embraced in the Division of which he was the directing



head. Being a man who was modest to a fault, and ready as he was at all times to serve the cause he had so much at heart, he sedulously abstained from that publicity, which quite a number think is essential to success in the carrying on of a campaign, or the right performance of one's duties. In his addresses over the radio, under the auspices of the "Little Forum," he showed an understanding of economics and appreciation of social problems, that testified to his wide reading and profound sympathy for the toiler and the love he bore his fellow men.

His death at a time when his experience and services were so badly needed, is a loss that the movement and the organizations with which he was connected, can ill afford. Coming so close after the death of John T. Foster, the labor movement is doubly bereaved, and one's heart goes out to those whom he has left to mourn their great loss. Those who bear his name can well be proud of the splendid reputation that was his during his life, and will perhaps in a measure enable them to bear their heavy burden of sorrow.

Charles Dickie was a noble soul. Although he suffered much because of ill health, and that of members of his family, he bore his trials uncomplainingly, and with a stoical resignation, that won him the admiration of his friends. It will be extremely difficult to find one as qualified as he was to fill the place he has left vacant, but his successor will have the satisfaction of knowing that the one whose office he fills, set an example which, though difficult to follow, should inspire him with a determination to do all that Charlie Dickie tried to do during the several decades that he worked so loyally and conscientiously in labor's cause.

BERNARD ROSE.

keen demand for loans for purposes of production. Apparently bankers take the short-sighted view that inflation would tend to reduce the demand for loans, whereas controlled inflation, through increasing the effective purchasing power of the people, would probably result in a demand for loans to finance increased production.

"MANY OBJECTIVE STUDENTS of economic life are convinced that a return to "business as usual" is impossible. Something has happened which will make it unacceptable. The results of cut-throat competition, and fraudulent practices have become too well known. The swing of the business cycle from prosperity to depression has become too disastrous. A stagnation which keeps millions of workers unemployed for years costs too much in loss of business as well as in human suffering. Concentration of wealth and income in the hands of a few results in overinvestment in productive equipment. Production for profit only becomes, under these conditions, too great a limitation on the use of the economic system to provide the nation with a living. With wealth concentrated too greatly in the hands of a few economic control will be abused. The

limitation of output in order to keep prices up and profits large will only add to over-swollen fortunes and the misery of masses who are dependent upon industrial overlords for an opportunity to gain a subsistence. The situation becomes ripe for the introduction of a Fascism which will seize political as well as economic control in order to retain ill-gotten gains." — ARTHUR E. SUFFERN.

"WE MUST REMEMBER that the bulk of the market for American industry is among the 90 per cent of our people who live on wages and salaries and only 10 per cent of that market is among people who live on profits alone. No one is opposed to sensible and reasonable profits, but the moral of the case is that a great many of our people are in actual distress and that as between profits first and humanity afterwards and humanity first and profits afterwards we have no room for hesitation. With millions still unemployed, the power of our people to purchase and use the products of industry is still greatly curtailed. It can be increased and sustained only by striving for the lowest schedule of prices on which higher wages and increasing employment can be maintained." — President ROOSEVELT.



LA SAISON DE BASEBALL

La saison de baseball de 1934 est commencée, notre club jouant à Syracuse et perdant sa première partie par le score de 2 à 1.

Nous avons un bon club, plusieurs nouvelles figures avec lesquelles nous ferons plus ample connaissance dans une dizaine de jours; voyons-les à l'oeuvre avant de hasarder la moindre critique; c'est du devoir de tout véritable sport — comme on en compte tant et tant dans les rangs du Travail Organisé, presque tous les lecteurs du *Monde Courrier* en somme — de faire de la bonne propagande pour notre club; les habitués de l'estrade en arrière du but ont hâte de se retrouver et d'applaudir notre club local.

Voici la liste des parties qui seront jouées à Montréal aux dates et avec les clubs suivants:

- Mai 2, 3, 4, 5\* — SYRACUSE.
- Mai 6, 7, 8, 9 — ALBANY.
- Mai 10, 11, 12\*, 13\* — NEWARK.
- Mai 14, 15, 16, 17 — BALTIMORE.
- Mai 23, 24\*, 25, 26 — BUFFALO.
- Mai 27, 28, 29 — TORONTO.
- Jun 3\* — TORONTO.
- Jun 6, 7, 8, 9 — ROCHESTER.
- Jun 23\*, 24\*, 25 — TORONTO.
- Jun 27, 28, 29 — BUFFALO.
- Jun 30\* — ROCHESTER.
- Juillet 1\*, 2\* — ROCHESTER.
- Juillet 6, 7\*, 8\* — SYRACUSE.
- Juillet 9, 10, 11 — ALBANY.
- Juillet 12, 13, 14\* — NEWARK.
- Juillet 16, 17, 18 — BALTIMORE.
- Août 6, 7, 8, 9 — SYRACUSE.
- Août 10, 11\*, 12\*, 13 — ALBANY.
- Août 14, 15, 16, 17 — NEWARK.
- Août 18\*, 19\*, 20, 21 — BALTIMORE.
- Août 28, 29, 30 — TORONTO.
- Août 31 — BUFFALO.
- Septembre 1\*, 2\* — BUFFALO.
- Septembre 3\*, 4 — ROCHESTER.
- Septembre 3\* — TORONTO.

\* Samedi, † Dimanche, ‡ Jour de fête.

Dates des parties que le club Montréal jouera à l'étranger et nom du club visité:

- Avril 18, 19, 20, 21\* — SYRACUSE.
- Avril 22-23, 23, 24 — BALTIMORE.
- Avril 25, 26, 27, 28\* — ALBANY.
- Avril 29-30, 30 — NEWARK.
- Mai 1 — NEWARK.
- Mai 19\*, 20-20\*, 21, 22 — ROCHESTER.
- Mai 30\*, 31 — BUFFALO.
- Jun 1 — BUFFALO.
- Jun 2\*, 4-4, 5 — TORONTO.
- Jun 10-10, 11, 12 — NEWARK.
- Jun 13, 14, 15 — BALTIMORE.
- Jun 16\*, 17-17, 18 — ALBANY.
- Jun 19, 20, 21, 22 — SYRACUSE.
- Juillet 3, 4\*, — BUFFALO.
- Juillet 18, 19, 20, 21\* — TORONTO.
- Juillet 22-22, 23 — ROCHESTER.
- Juillet 24, 25, 26, 27 — BALTIMORE.
- Juillet 28\*, 29, 30 — SYRACUSE.
- Juillet 31 — NEWARK.
- Août 1, 2 — NEWARK.
- Août 3, 4\*, 5\* — ALBANY.
- Août 22, 23, 24 — ROCHESTER.
- Août 25\*, 26-26, 27 — BUFFALO.
- Septembre 6, 7, 8\* — TORONTO.

\* Samedi, † Dimanche, ‡ Jour de fête.

INTERNATIONAL BANK CHAIN

In 1930, Sir Otto Niemeyer of the Bank of England, made a survey of the banking system in New Zealand. Following his recommendations, the Hon. J. G. Coates, Minister of Finance for New Zealand, said:

"The Government is going ahead with a plan to establish a Federal Reserve Bank in New Zealand. Our idea is that there should be an Empire chain of central banks, and New Zealand is going to supply her link."

In view of the fact that Canada is about to "supply her link," the above is particularly interesting. Unless the Bank of Canada is placed under positive government control, the most important consequence of the creation of this new institution will be to involve Canada still further in the entanglements of international finance. — *The Bureau of Social Research, Ottawa.*

AT THE PLAYHOUSES

AT THE PALACE

Barbara Stanwyck will be the stellar attraction at the Palace Theatre, in her latest picture, "Gambling Lady." The picture is set in the gay gambling halls where the dice are taken over the jumps for their money by a syndicate of gamblers that holds the city in its grip. The story is climaxed by a murder committed by the syndicate and for which an innocent man is arrested. There is a talented cast in which Joel McCrea and Fay Brien share honors as masculine leads and rivals for the love of the gambling lady, "Easy to Love," the co-feature, is a revelation in marital mixups told in a hilarious vein. There is a quadrangular love tangle in which a husband and wife, whom their daughter and her sweetheart believe to be an ideal happy married couple, are mixed up with difficulties in the persons of each other's best friend. The strange and complicated situations that arise when the wife learns that her husband is maintaining a love nest and he suspects her of having an affair lead to some of the most laughable scenes imaginable. The picture is portrayed by an exceptionally strong all-star cast headed by Genevieve Tobin and Adolphe Menjou.

AT LOEW'S THEATRE

An army of Broadway entertainers, a riot of fantastic costumes, catchy music, are promised in the stage attraction at Loew's Theatre when "The Greenwich Village Follies" are featured. Chic Yorks and Rose King, internationally-known tumblers, are the featured entertainers. They will be supported by a cast that includes Coley Worth, comedian; Edith Drake, prima donna; Ayres and Rene, with Rasche, ballroom and adagio dancers. True Yorks, daughter of Ernest Charles, stage screen and radio tenor; the Greenwich Village male octette and Ruby Norton, musical comedy and vaudeville favorite. Thirty Greenwich Village chorus girls make up the ensemble. The show is staged in 18 scenes. The screen feature is "Beloved," with John Boles and Gloria Stuart in the leading roles. This romance covers a span of one hundred years and the story is told against a constantly-changing background, and through it all moves the appealing figure of John Boles who aspires to be a composer of great symphonies.

AT THE CAPITOL

Robert Montgomery in the role of Ravel, gentleman crook, is starred in the "Mystery of Mr. X," the main feature at the Capitol. The "Mystery of Mr. X" is concerned chiefly with the machinations of the murderer "X," who consistently notifies the newspapers by postcard when he is about to strike, then laughs at them later. London policemen are his victims and all the vast resources of Scotland Yard are shown focused on activities for his arrest. Throughout this baffling mystery story, which is replete with excitement and suspense, stars a handsome Jack Pearl, famous "Baron Munchausen" of radio fame, and Jimmy Durante are teamed in "Meet the Baron," the co-feature, a hilarious story dealing with the adventures of "The Baron" and Durante in a girls' college. Zasu Pitts is the head chambermaid and she and "The Baron" fall in love while Jimmy proceeds to vanquish the college dean, played by Edna May Oliver.

HOW THEY "MAKE" MONEY

Sir Thomas White, who should know, is authority for the statement that "Canada surprised herself and the world by subscribing to Victory loans twice as much money as there was all told in Canada — and there was still ample left to carry on business." The question naturally arises, where did all this money come from? The answer is that it was bank-created cheque book money, which is the truest kind of money.

Fred Henderson in his great book "Money Power," tells how the money came into being in Britain. The banks were given the job of handling the war loan for the government and seven billion pounds was raised. Of course, all the money that existed in all the bank accounts of all the people in the country was only a fraction of the amount needed to release to the full the forces of production so that the war could be won. And so, to get seven billion pounds, it was necessary to create money that did not then exist. Here is how it was done:

The banks communicated with all the large financial houses, insurance companies and others whose standing was good, and said to them: "If you will take up larger amounts of the loan than your own available credit will cover, we will advance to you the necessary additional credit, even up to as much as eighty per cent of what you may decide to apply for. We will hold the bonds you thus take up as security for your overdraft. For this credit we will charge you one per cent less interest than the interest to be paid by the government on the bonds. You will therefore make a profit of one per cent on the transaction without having to provide the money."

Thus the great bulk of the loan was actually taken up by the banks through the overdrafts given to the ostensible subscribers, who merely lent their names to the bank in return for a commission of one per cent. Of course they had an overdraft liability to the bank, but that didn't matter. The banks held the bonds as security and later called in the overdrafts and became the owners of the bonds. A year or two after the war the British banks held ninety per cent of the war loan bonds.

Says Mr. Henderson: "You must not

LE MONDE OUVRIER

The Labor World

Rédigé en collaboration

Le porte-parole des ouvriers organisés de la province de Québec

The Bilingual Mouthpiece of the Province of Québec Organized Workers



Member of the Int. Labor Press  
Membre de la Presse Internationale  
Ouvrière d'Amérique  
MARCEL FRANCO  
Secrétaire de la Rédaction  
Secretary, Editorial Department

A better Gas Range  
--at Lower Cost

Smoothtop

Beautiful in appearance and perfect in operation. Made in Canada by Canadian workmen — for Canadian customers. A model for every need, moderately priced with easy monthly terms.

Montreal Light Heat & Power CONSOLIDATED

The Canadian Converters Company, Limited

710 LAGAUCHEULIERE ST. WEST MONTREAL

All Imperial products are manufactured in Canada by Canadian Workmen, at our six modern Rodineries one of which is located at Montreal East.

IMPERIAL OIL LIMITED

A GREAT CANADIAN INDUSTRY



DOMINION TEXTILE CO. LIMITED

Faites vos achats de MERCERIES et VÊTEMENTS

FASHION-CRAFT

chez LECHASSEUR, Limitée  
374 ouest, rue Sainte-Catherine  
281 est, rue Sainte-Catherine  
375 ouest, rue Saint-Jacques

fall into the error that the bank really 'advanced' this credit to the investors in war loan. It was credit which did not exist; new money which had to be created; no more in the possession of the bank than in the possession of the investor. It had to be created because the exigencies of war swept away the normal restrictions on the issue of credit in a spate of vast new production, and the banks accordingly created it, out of nothing, by making book entries of balances to the credit of the accounts of all those people who took up the bank's offer of a share in what was going. That was the creation of the new money; the entry crediting the investor with having received it as an advance from the bank. This credit was immediately transferred to the government as money paid by the investors for the bond."

This credit, nominally lent to the government by the investor, but actually created by the bank without cost, is that upon which the British people of this generation and generations to come must pay interest. Why didn't the government create the credit itself in the same way that the banks created it? Ah! that 's where "sound finance" comes in. — *Alberta Labor News.*



Our Leading Amusement Places

Dans nos Théâtres

PALACE 2 BIG HITS

NOW PLAYING  
"Gambling Lady"  
With BARBARA STANWYCK  
— Also —  
"EASY TO LOVE"  
With ADOLPHE MENJOU and GENEVIEVE TOBIN

DAILY 10-11:30 25¢ | AFT. 3:30-5:00 35¢ | EVE 50¢

CAPITOL

11:30 a.m. to 1 p.m. 25c  
Except Sunday

ROBERT MONTGOMERY in "Mystery of Mr. X"

Added Feature  
JACK PEARL — JIMMY DURANTE in "MEET THE BARON"

LOEW'S

11:30 a.m. to 1 p.m. 25c  
Except Sunday

On the Stage "Greenwich Village Follies"

On the Screen "BELOVED"

PRINCESS THEATRE

V. McLAGLEN and Boris KARLOFF in "THE LOST PATROL"

Added Attraction  
"THIS MAN IS MINE"

10-1, 25c; 1-6, 35c. — Week Days  
Saturday & Sunday Aft.: 40c; 8-11, 50c.

J. SYLVIO MATHIEU

SERVICE DE TOILETTE  
Tailleurs, Jaquettes, Gilets, Nappes, Napkins, Serviettes de barbiers etc., et tout autre article à l'usage de la toilette.  
LINGE DE FAMILLE A LA LIVRE  
Blancherie: 1871, rue CARMER  
Tél.: AMherst 3566  
Résidence: 3851, rue Danourant  
Tél.: CLairval 2230

The Windsor Hotel

ON DOMINION SQUARE MONTREAL  
J. ALDERIC RAYMOND  
Vice-President

DOMINION BRIDGE CO. Limited

Head Office and Works at LACHINE, P. Q.  
Branch Works:  
Amherst Ottawa Toronto  
Winnipeg Calgary Vancouver

Tél. Marquette 3761. MONTREAL  
Wires and Cables—Telephone Apparatus—Fire Alarm and Police Signalling Systems—Radio Transmitting and Receiving Equipment.  
Made in Canada by

Northern Electric

Plant and General Offices MONTREAL, P. Q.